



CHAPITRE 62

CHAPTER 62

Loi modifiant la charte de la ville LaSalle An Act to amend the charter of the town of LaSalle

[Sanctionnée le 23 juin 1943]

[Assented to, the 23rd of June, 1943]

Préambule.

ATTENDU que la ville LaSalle a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de ladite ville et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 2 George V, chapitre 73, et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

WHEREAS the town of LaSalle has, by its petition, represented that it is in the interest of the said town and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 2 George V, chapter 73, and the acts amending it, be further amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

S.R., c. 233, a. 220, rempl. pour la ville.

1. L'article 220 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus 1941, chapitre 233) est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Invitation à voter.

"220. A neuf heures précises du matin, immédiatement après avoir ainsi fermé la boîte de scrutin, le sous-officier-rapporteur invite les électeurs à voter.

Bon ordre.

Le sous-officier-rapporteur doit faciliter l'entrée de chaque électeur dans le bureau de votation et veiller à ce qu'il ne soit ni gêné ni molesté à l'intérieur, non plus qu'aux abords du bureau."

1. Section 220 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is replaced, for the town, by the following:

"220. At exactly nine o'clock in the morning immediately after the ballot-box is locked, the deputy returning-officer shall call upon the electors to vote.

The deputy returning-officer shall secure the admittance of every elector into the polling-station, and shall see that he is not impeded or molested in or about the polling-station."

S.R., c. 233, a. 405, non applicable à la ville.

2. L'article 405 de ladite Loi des cités et villes ne s'applique pas à la ville.

Id., a. 426, am. pour la ville.

3. Le paragraphe 2° de l'article 426 de ladite Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par les suivants:

2. Section 405 of the said Cities and Towns Act shall not apply to the town.

3. Paragraph 2 of section 426 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

Démolition, etc.

"2° Pour autoriser l'inspecteur des bâtiments ou tout autre officier à démolir toute maison ou bâtiment qui pourrait mettre la vie de quelque personne en danger; à faire évacuer provisoirement telle maison ou tel bâtiment si la chose lui paraît nécessaire; à faire achever tout ouvrage de réparation qui lui semble nécessaire pour la sûreté de la construction et à recouvrer du propriétaire les dépenses encourues à cet effet;

Abattage d'arbres dangereux.

2°a. Pour autoriser l'inspecteur des bâtiments à couper tout arbre qui pourrait mettre la vie de quelque personne en danger, après avis de sept jours francs donné par lettre recommandée à la dernière adresse connue du propriétaire de tel arbre, si tel propriétaire ne fait pas les travaux nécessaires pour faire cesser ce danger pendant le délai susmentionné."

"2. To authorize the building inspector or any other officer to demolish any house or building that may endanger life; to cause such house or building to be temporarily vacated, if he deems it necessary; and to make and effect such repairs as he may deem necessary for the safety of the structure, and to recover from the proprietor the cost so incurred;

Démolition, etc.

2a. To authorize the building inspector to cut any tree that may endanger life, after seven clear days' notice given by registered letter to the last known address of the owner of such tree, if such owner does not do the work necessary to end such danger within the above-mentioned delay."

Cutting dangerous trees.

S.R., c. 233, a. 535, remp. pour la ville.

4. L'article 535 de ladite Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Personnes responsables des taxes.

"535. Les taxes municipales imposées sur un immeuble peuvent être réclamées aussi bien de l'occupant ou autre possesseur de cet immeuble que du propriétaire, de même que de tout acquéreur subséquent de cet immeuble; celles qui sont imposées sur un terrain peuvent aussi être réclamées du locataire de ce terrain. Il n'est pas nécessaire que tel occupant, possesseur, acquéreur ou locataire soit inscrit sur le rôle d'évaluation.

Associés.

Dans le cas d'une taxe imposée sur une société à raison des affaires de cette société, la taxe peut être réclamée et recouvrée en entier de tout membre de cette société."

4. Section 535 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S., c. 233, s. 535, replaced for town.

"535. Municipal taxes, imposed on any immovable, may be collected from the occupant or other possessor of such immovable as well as from the owner thereof, or from any subsequent acquirer of such immovable; those imposed on any piece of land may also be collected from the tenant of such land. It is not necessary for such occupant, possessor, acquirer or tenant to be entered in the valuation roll.

Persons liable for taxes.

In the case of any tax imposed on any firm or partnership, in respect of the business of such firm or partnership, such tax may be claimed and recovered in full from any member thereof."

Partners.

1912, c. 69, a. 7, ab.

5. L'article 7 de la loi 3 George V, chapitre 69, (charte de ville LaSalle), est abrogé.

5. Section 7 of the act 3 George V, chapter 69 (charter of the town of LaSalle) is repealed.

1912, c. 69, s. 7, repealed.

Subvention pour service de transport.

6. Le conseil de la ville, autorisé par règlement adopté suivant les termes de sa charte et voté par la majorité en nombre et en valeur des électeurs municipaux propriétaires ayant voté, pourra approprier et prendre à même les revenus de la municipalité, une somme n'excédant pas sept mille dollars par année, du premier janvier 1943 jusqu'au premier janvier

6. The town council, authorized by by-law adopted in accordance with the provisions of its charter and voted for by the majority in number and in value of the municipal electors who are proprietors and have voted, may appropriate and take, out of the revenues of the municipality, a sum not exceeding seven thousand dollars per annum from the 1st of

Subsidy for transportation system.

1946, pour organiser pour le compte de la ville ou pour subventionner un service de transport des voyageurs dans certaines rues où il n'existe pas encore, et en faire le raccordement avec le service déjà existant dans la ville et les services existants dans les municipalités voisines.

Fonctionnement du service.

La Compagnie des tramways de Montréal, du consentement de la Commission des tramways de Montréal, pourra se charger de ce service de transport aux conditions qui pourront être arrêtées entre elle et la ville.

Conditions.

Les conditions de ce service et les rues où il devra être donné, seront fixées par résolution du conseil au besoin.

Contrat.

Le contrat qui en résultera devra être approuvé par la Régie des services publics.

Taxe spéciale.

Le conseil pourra imposer, durant ladite période, une taxe spéciale annuelle sur tous les biens-fonds imposables de la ville, afin de rembourser au fonds général de la municipalité les sommes qu'elle aura fournies relativement à ce service de transport.

Dispositions sauvegardées.

Le présent article n'affecte en rien l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 101.

Entrée en vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

January, 1943, to the 1st of January, 1946, to organize on behalf of the town or to subsidize a transportation service for travellers in certain streets where none yet exists, and to connect it with the service already existing in the town and the services existing in the neighbouring municipalities.

The Montreal Tramways Company, with the consent of the Montreal Tramways Commission, may assume charge of such transportation service upon such conditions as may be established between it and the town.

The conditions of such service and the streets in which it shall be provided shall be fixed by resolution of the council as need may arise.

The resultant contract must be approved by the Public Service Board.

The council may impose, during the said period, a special yearly tax on all the taxable real property of the town, in order to repay to the general fund of the municipality the sums which it shall have furnished in connection with such transportation service.

This section shall in no way affect the act 4 George VI, chapter 101, section 1.

7. This act shall come into force on the day of its sanction.

Operation of system.

Conditions of service.

Contract.

Special tax.

Provisions safeguarded.

Coming into force.